



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2025-02-07-00002

actualisant les prescriptions réglementaires liées à la surveillance des eaux applicables à la société ECOPUR-PYRENEES SARP SUD OUEST qui exploite une installation de transit, regroupement et traitement de déchets sur le territoire de la commune de Maubourguet

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2023-10-02-00003 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 mars 1997 délivré à la société SARP ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2016-06-24-003 du 24 juin 2016 autorisant la société SARP SUD OUEST – ECOPUR PYRENEES à exploiter une installation de transit regroupement et traitement de déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2021-10-21-00001 du 21 octobre 2021 actualisant les prescriptions réglementaires applicables à la société ECOPUR-PYRENEES SARP SUD OUEST qui exploite une installation de transit, regroupement et traitement de déchets sur le territoire de la commune de Maubourguet ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 24 juin 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le à la connaissance du demandeur en date du 23 juillet 2024 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 9 août 2024 et du 5 septembre 2024 ;

Considérant l'absence de dispositif de prélèvement dans la nappe alluviale de l'Adour ;

Considérant la nécessité d'usage de cette ressource pour les activités de la société ECOPUR -PYRENEES SARP SUD OUEST ;

Considérant que les dispositions applicables à la surveillance des eaux souterraines doivent être modifiées au regard des activités du site ;

Considérant qu'il y a lieu de réviser les prescriptions complémentaires relatives à l'usage et la surveillance des eaux souterraines figurant dans l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016 susmentionné ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Origine des approvisionnements en eau

Les prescriptions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016 relatives aux prélèvements d'eau sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

La consommation d'eau sur le site correspond :

- à l'utilisation quotidienne des locaux sanitaires par le personnel de l'entreprise,
- aux usages liés aux procédés de traitement des déchets,
- aux chargements en eau des camions hydrocureurs.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m³/an) (*)	Débit maximal	
				Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)
Réseau d'eau potable	Commune de Maubourguet	Non concerné (NC)	3700	NC	NC

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication. »

ARTICLE 2 : Réseau et programme de surveillance des eaux souterraines

Les prescriptions de l'article 8.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016 relatives au programme de surveillance des eaux souterraines sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur par un laboratoire agréé. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE...).

Compte tenu de l'activité, l'exploitant fait analyser 2 fois par an les eaux souterraines (période de basse et haute eaux).

Les paramètres à mesurer sont les suivants :

- pH,
- conductivité,
- NTK,
- Hydrocarbures totaux,
- somme des métaux totaux.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Si pendant une période d'au moins 12 mois continus, les résultats des analyses semestrielles mettent en évidence une stabilité des données de la somme des métaux et l'absence de pollution métallique, la fréquence des prélèvements et d'analyses de ce paramètre en période hautes eaux et basses eaux, pourra être révisée sur demande écrite de l'exploitant et après l'accord de l'Inspection. »

ARTICLE 3 : Information des tiers

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Maubourguet pour y être consulté.
- Un extrait du présent arrêté, est affiché à la mairie de Maubourguet, pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées – pôle environnement–installations classées ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

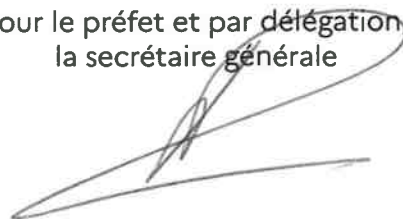
ARTICLE 4 : Exécution et copie

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,
- M. le maire de la commune de Maubourguet,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée **pour notification** à la société ECOPUR PYRENEES – SARP SUD OUEST

Fait à Tarbes, le - 7 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN

Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La décision mentionnée peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur du recours, conformément aux conditions prévues à l'article R.181-51 du code de l'environnement, est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision dans un délai de 15 jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif, par lettre recommandée avec avis de réception.